

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1114 du 14 avril 2012 | www.libres.org

Hebdomadaire 1,50 €



SOMMAIRE DU N°1114

EDITORIAL : Au premier tour on choisit pp. 1-2

CONJONCTURE : Et le lundi matin, la dette était toujours vivante... pp. 3-4

ACTUALITÉ : Romney, candidat républicain p. 4 - L'empire islamique africain se dessine p. 5 - Y aura-t-il un vote catholique p. 5

CHRONIQUE DES 100 JOURS pp. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Au premier tour on choisit

Et au second on élimine.

Telle est la logique traditionnelle de l'électeur. Il commence par dire sa préférence ensuite, si besoin est, il exprime son rejet. Quelques électeurs heureux ont la chance d'avoir leur candidat préféré encore présent au second tour.

Ces mœurs électorales seront-elles respectées dès ce dimanche prochain ?

Mon pronostic est que le choix du premier tour ne sera réellement pas libre pour beaucoup d'électeurs. Choisir un candidat, c'est adhérer à une personne. De ce point de vue, il n'y a pas de doute : Nicolas Sarkozy a un profil et une expérience que nul autre – et surtout pas François Hollande – ne possède. Mais choisir un candidat

c'est aussi, pour quelques citoyens consciencieux et avertis, adhérer à un programme. Or, de ce point de vue, il n'y a pas à s'enthousiasmer.

C'est sans doute ce que pensent ces masses d'électeurs qui se préparent à s'abstenir au premier tour : à cette heure on dit qu'ils sont 40 %, en tous cas bien plus nombreux qu'à l'accoutumée. Faut-il s'en étonner ? Ils auront trouvé la campagne très médiocre, au ras des pâquerettes (c'est la saison qui le veut). Les problèmes les plus urgents à leurs yeux n'ont pas été sérieusement abordés : ni le chômage massif et croissant, ni la déroute scolaire, ni la crise du logement, ni la dette publique (ce que souligne Jean Yves Naudet dans sa chronique de conjoncture). >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Au premier tour on choisit (suite)

Par contraste, les candidats se sont complus dans la production de mesurette comme le permis de conduire et d'absurdes disputes comme la viande hallal. Pas de souffle, pas de vision globale.

Fait exception le révolutionnaire stalinien Jean Luc Mélanchon, qui a le grand projet de revenir aux belles heures de 1793, d'installer des guillotines pour les ci-devant riches capitalistes, et de ressusciter la planification soviétique.

Pour les électeurs libéraux, la situation est encore plus dramatique.

Sans exception, tous les candidats ont fait de la surenchère protectionniste : Sarkozy, le moins virulent, est l'homme du « produire en France », de la TVA sociale, du « Buy european act », tandis que Hollande n'a cure de tout engagement européen, et que Bayrou, Le Pen et les autres fustigent les importations et les délocalisations.

“ Tous contre la mondialisation, contre la finance, contre les hauts revenus ”

Sans exception, tous les candidats ont pris « le monde de la finance » en ligne de mire : c'est le « seul ennemi » de François Hollande, c'est la dictature des marchés dénoncée par Le Pen et Mélanchon, c'est le CAC 40 et les rémunérations visés par Nicolas Sarkozy.

Enfin, et non le moindre, tous les candidats sans exception ont fait de la surenchère fiscale : certes tous ne sont pas allés jusqu'aux 100 % de Mélanchon ou d'Eva Joly, mais les 75 % de Hollande ne sont pas loin, ainsi que les taux marginaux de Nicolas Sarkozy.

Je comprends donc la détresse des électeurs libéraux. Ils n'ont pas l'embarras du choix, puisque personne n'a fait la moindre analyse ni la moindre proposition libérale durant ces mois de campagne – on le mesure d'ailleurs à ma notation des mesures envisagées que vous trouverez dans cette Lettre. Ils feront donc peut-être le choix de l'abstention au moins au premier tour, ou ils émettront des votes rejets dès le premier tour, parfois dans la perspective du second.

Je n'ai évidemment aucun conseil à vous offrir, je suis moi-même trop partagé et les libéraux ne sont pas regroupés dans une formation politique capable de donner ses consignes suivies – ce qui à certains égards est bien dommage.

“ Le ramage et le plumage : beaux titres et vilaines mesures ”

Cependant, quelques-uns de mes proches amis me font remarquer que Nicolas Sarkozy a adressé une Lettre aux Français plutôt prometteuse, avec des têtes de chapitre parfois sympathiques :

« Je veux rétablir le sens de la responsabilité » ou encore « Entre augmenter les impôts et réduire les dépenses publiques, je choisis la réduction des dépenses ». « Aucune idéologie de haine ne peut être tolérée dans notre pays ». Mais je trouve aussi des têtes de chapitre suspectes à mon goût : « Au début, le monde occidental s'est laissé enivrer par la mondialisation », ou « L'Europe devait nous protéger, elle a aggravé notre exposition à la mondialisation », ou encore « L'écologie améliore nos conditions de vie et crée des emplois ». Attribuer tous les maux de la France à la crise actuelle et prétendre que la France s'en est mieux sortie que les autres pays est une vue optimiste, pour ne pas dire trompeuse. De toutes façons, le ramage n'est pas aussi beau que le plumage, et le détail des trop nombreuses mesures avancées dans cette trop longue lettre laisse plutôt perplexe : certaines mesures seraient acceptables (mais pourquoi n'ont-elles pas été prises en cinq ans ?), d'autres sont inspirées par un nationalisme et un étatsisme de mauvais aloi.

C'est dire que, s'agissant du candidat le mieux placé pour barrer la route à l'alliance socialo-communiste, le choix en sa faveur ne saurait participer d'une adhésion à son programme. Il ne peut être que l'expression d'un rejet global de tous les autres. Quel choix ! Quel enthousiasme !

Jacques Garello

ET LE LUNDI MATIN, LA DETTE ETAIT TOUJOURS VIVANTE...

Vieux souvenir d'un sketch de Robert Lamoureux, « la chasse au canard », que les plus jeunes n'ont sans doute jamais entendu : en dépit de toutes les poursuites d'une famille entière, « le lundi matin, le canard était toujours vivant... ». La période électorale est propice aux souvenirs, car on a le sentiment d'avoir vu dix fois le film, du remake de Georges Marchais par M. Melançon, à la droite étatiste et interventionniste qui se prend pour Colbert, quand ce n'est pas « la France seule » de Maurras, en passant par le socialisme de la force tranquille ! L'élection est là et, quels que soient les résultats du premier tour et l'élu du second, les problèmes seront là le lundi 7 mai, à commencer par ceux de la dette publique.

« Une France non réformée au centre de la prochaine crise »

La Nouvelle lettre présente par ailleurs les propositions des divers candidats. Pour ma part, je me concentre sur l'arrière-plan du décor, dominé par la dette publique. Certes, il y a le chômage, la récession, le pouvoir d'achat et tout le reste. Mais la dette est le symbole même du mal français : le refus des réformes, l'omniprésence de l'Etat, la fuite en avant dans la facilité. Certes nous ne sommes pas les seuls à risquer la faillite, mais notre ambition est-elle de suivre demain le chemin de la Grèce ?

Tout le monde a entendu la mise en garde de *The economist* : « La France insouciante est sur le point d'être rattrapée par la dure réalité, quel que soit le président » et « Une France léthargique et non réformée pourrait bien se retrouver au centre de la prochaine crise de l'euro ». Comment est-ce possible, alors qu'on nous explique que nous avons réformé sans relâche et que le déficit public a été plus faible que prévu ?

Il est exact que le déficit 2011, selon les comptes publiés par l'INSEE le vendredi 30 mars, a été plus faible que prévu : 5,2% du PIB au lieu de 5,7% ! C'est « moins pire ». Mais cela ne veut rien dire, si ce n'est que la prévision était fautive ! C'est certes

mieux qu'en 2009, où la fameuse relance qui devait nous sauver amenait le déficit français à 7,5%, mais on est loin du compte. Presque le double de ce qu'autorisaient les traités européens, que nous avons signés pour mieux les piétiner, et bien loin du nouvel objectif, la fameuse règle d'or, en passe de devenir un engagement de tous les Européens, avec un déficit égal à zéro.

En route vers une dette à 90% du PIB

On peut tourner la question dans tous les sens, un déficit de 5,2%, cela veut dire qu'on continue à s'endetter. C'est mathématique : de nouveaux emprunts s'ajoutant aux précédents, cela fait progresser la dette. Ceux qui se félicitaient de ce « recul du déficit » omettaient souvent d'indiquer que le même INSEE annonçait une nouvelle aggravation de la dette publique. Celle-ci atteint 85,8% du PIB au lieu de 84,9%, 19 milliards de plus, en raison en particulier des plans « d'aide » européens consistant à faire financer des cigales par d'autres cigales.

Nous devrions nous trouver à 90% en 2013 ; et, sans bêtises nouvelles, le déficit serait d'au moins 4,4% cette année : le retour à l'équilibre, indispensable, n'est pas pour demain. Les promesses électorales, variables d'un candidat à l'autre, conduisent toutes à de nouveaux déra-

pages des dépenses, donc du déficit et de la dette. Certes, tous les candidats ont trouvé la potion magique : augmenter les impôts. Chacun y va de sa surenchère fiscale, la palme revenant à M. Mélençon, avec son projet de taux marginal d'impôt sur le revenu à 100% ! « Tout prendre » disait déjà son prédécesseur Georges Marchais. Il est sûr qu'il n'y aura ainsi plus de « riches » en France : nous serons tous enfin égaux dans la pauvreté.

Sans aller jusqu'à ce délire, les autres candidats savent-ils qu'accroître les impôts réduit la croissance, accroît le chômage, détruit ainsi la matière imposable, donc aggrave les déficits ? On le sait depuis plus de deux siècles, l'abbé Baudeau et les Physiocrates l'avaient démontré, Turgot avait prouvé que la baisse des impôts augmentait la matière imposable, et les professeurs de finances publiques expliquaient déjà que « les hauts taux tuent les totaux » ; en clair l'impôt tue l'impôt, raisonnement hors de portée de l'énarque moyen.

Le vrai sujet : l'excès de dépenses publiques

Le même rapport de l'INSEE indique que les dépenses publiques représentent 56,2% du PIB, pointant ainsi le problème : pour réduire la dette, il faut supprimer les déficits ; pour cela, il faut réduire les dépenses publiques. >>

Et le lundi matin, la dette était toujours vivante... (suite)

Et pas seulement celles du budget de l'Etat : même Le Monde titrait « le trou de la Sécu, urgence oubliée de la campagne » et Les Echos « L'assurance-maladie en état extrêmement critique ». Nous avons dix points de dépenses publiques de plus que l'Allemagne. Voilà l'urgence.

Le seul programme qui vaille, c'est la réduction drastique des dépenses publiques, d'autant plus que pour sortir de la récession, il faut stimuler l'offre en baissant les impôts, comme l'ont compris les Anglais ; il faut cesser de stigmatiser les riches, qui créent des richesses et des emplois. On connaît l'objection : diminuer les dépenses publiques, c'est briser la croissance. L'analyse économique, comme l'expérience, montre que c'est l'inverse : c'est la hausse des dépenses publiques qui a brisé la croissance. La rigueur dans les dépenses publiques n'a jamais empêché la croissance, au contraire, surtout si on laisse à chacun le fruit de son activité.

Sans réforme, la rigueur budgétaire ne sert à rien

Mais il est exact que la rigueur, l'équilibre budgétaire, la réduction de la dette, la diminution des dépenses publiques, ne suffisent pas ; il faut réformer. C'est cela que *The Economist* reproche à la France : le refus des réformes ; les Français sont persuadés que les réformes ont été faites, or elles sont devant nous.

L'Espagne et l'Italie réforment le marché du travail, comme l'avait fait l'Allemagne ; les pays de tradition social-démocrate ont réduit les dépenses en privatisant les anciens services publics ; l'Italie stimule la concurrence, créatrice de richesses et d'emplois, en ouvrant les professions fermées et en déréglementant ; Thatcher et Reagan ne s'étaient pas contentés de baisser les impôts ou les dépenses publiques : ils avaient réformé, privatisé, déréglementé.

Ceux qui se sont présentés à nos suffrages ont parlé dépenses, impôts, réglementation, Etat, services publics ; les moins laxistes

ont parlé de la rigueur nécessaire ; mais ils n'ont pas expliqué par quoi remplacer les dépenses publiques. Elevés dans la religion de l'Etat Providence, les Français ont donc cru que moins de dépenses publiques c'était moins d'éducation, d'assurance maladie, de retraites, de courrier, de trains, puisque seul l'Etat peut assurer tout cela !

Le lundi matin, lendemain du premier et du second tour, la dette publique sera toujours là pour rappeler la réalité à l'élu : la ré-forme est à faire ; il faut réduire drastiquement l'Etat, les dépenses et les impôts, non pour les remplacer par le vide, mais par le dynamisme des entreprises et de la société civile, enfin libérées. Le chantier est immense, car la classe politique a persuadé les Français que si l'Etat n'était plus là, il n'y aurait plus rien. Or il y aurait les Français, et leurs talents, si longtemps brimés par l'Etat.

Jean Yves NAUDET

Romney, candidat Républicain

Rick Santorum a jeté l'éponge, mais Obama sera difficile à battre

En dépit de quelques belles victoires, Rick Santorum ne pouvait pas espérer rejoindre le score de Mitt Romney. Nous avons annoncé il y a un mois que la course pour les primaires républicaines était terminée : en voilà confirmation. Romney n'est pas le candidat idéal. Soutenu par « l'establishment » du Great Old Party, il n'aura pas la sympathie des Républicains « de base », ceux qui ont participé aux Tea Parties et n'ont jamais admis l'ensemble des contorsions politiques

de l'ancien gouverneur du Massachusetts.

Oabama a déjà lancé sa campagne sur le thème de l'« équité fiscale », ce qui en France s'appelle « faire payer les riches ». Le Congrès va discuter la proposition tendant à instaurer « l'impôt Buffett », du nom du millionnaire qui a estimé ne pas contribuer assez aux dépenses publiques. Tous les contribuables millionnaires seraient taxés à 30 % de leurs

revenus, alors qu'ils n'en payent aujourd'hui, d'après le fisc, que 15 %. La seule statistique que ne prend pas en compte ce projet, c'est la part payée par les millionnaires dans l'ensemble des recettes fiscales. Or, elle n'a cessé d'augmenter depuis la réforme Reagan : moins taxés, les millionnaires ont développé leur activité et accru leurs revenus. Il est vrai qu'Obama peut maintenant se permettre toutes les initiatives démagogiques : son avance sur Romney est estimée à plus de 10 points. •

L'empire islamique africain se dessine

Après les printemps arabes, la situation au Mali menace la paix et le droit

La chute des dictateurs en Tunisie, Egypte et Libye n'a pas apporté au peuple les bienfaits de la démocratie. Pour l'instant, le fanatisme religieux s'est installé au pouvoir, et impose progressivement mais inexorablement la charia.

Après le Maghreb, c'est l'Afrique du Sahel qui est contaminée. Un basculement qui pourrait être décisif s'est produit au Mali. On sait que les militaires avaient réussi un putsch et chassé le président en place, Amadou Touré. Le putsch a fait long feu, d'abord parce que les pays voisins Bourkina Fasso, Niger, Guinée ont fait immédiatement pression pour menacer la junte militaire d'un blocus voire d'une intervention sous couleurs de la Cédéao (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest) et peut-être de l'ONU, ensuite parce

que la situation s'est dégradée au Nord du pays, avec la déclaration d'indépendance de l'Azawad, territoire des Touaregs autour de Gao et Tombouctou. Le MNLA (Mouvement de Libération de l'Azawad) s'est emparé de ces deux villes, avec les scènes habituelles de viols, pillages et incendies.

La question politique est celle de la présence aux côtés du MNLA des islamistes de l'Aqmi (Al Qaïda au Maghreb islamique), dont beaucoup viennent de la Libye « libérée ». Ce sont les mêmes tribus sanoussites qui au début du 20ème siècle sont venues de Libye et ont assassiné le Bienheureux Père Charles de Foucauld. En fait, les islamistes donnent le ton au MNLA (dont le chef s'est converti à l'Islam) et ont instauré la charia dans la région conquise par les Touaregs.

La poussée de l'Islam fanatique

dans toute la région du Sahel se poursuit jusqu'aux confins de l'Afrique Equatoriale, comme en Côte d'Ivoire ou au Nigeria.

Pour l'instant l'Algérie se dit décidée à combattre ceux qui menacent ses frontières sahariennes avec la Tunisie, la Libye, et le Mali, mais on soupçonne le gouvernement d'Alger de soutenir l'Aqmi en sous-main.

Naguère les conflits armés en Afrique avaient deux origines : la lutte pour le pouvoir militaire et ses retombées financières d'une part, le contrôle des minerais et du pétrole d'autre part – les deux étant souvent liés. Aujourd'hui ce sont les conquêtes islamistes qui portent la guerre, effaçant les droits de l'homme (et notamment les droits de la femme). Jean Paul II évoquait le « devoir d'ingérence ». Qui veut l'assumer ? •

Y aura-t-il un vote catholique ?

Dans la ligne de la Conférence Episcopale un Manifeste est adressé aux candidats

6.500.000 bulletins de vote, 15 % du corps électoral : c'est ce que pèsent les catholiques d'après la Fondation « Liberté Politique ». Sur le site www.libertepolitique.com la fondation a lancé un Manifeste adressé aux candidats, avec l'amical conseil d'en tenir compte dans une élection qui se jouera à deux ou trois points près. Les attentes des chrétiens consignées dans ce Manifeste sont :

- Une économie au service de l'Homme, et non le contraire.
- Le respect de la vie, depuis la conception jusqu'au dernier souffle.
- Le droit de l'enfant à être accueilli dans un foyer naturel, par un père et une mère.

• Une éducation nationale débarassée de son idéologie soixante-huitarde et qui favorise l'autonomie, en particulier des établissements scolaires.

• La réforme en profondeur d'une administration parmi les plus coûteuses du monde.

• Des réformes sur le logement, les retraites et la santé, qui fassent droit aux plus pauvres et aux familles.

• La liberté religieuse et la liberté de conscience.

D'autres initiatives dans le même sens ont été prises, comme l'appel de Monseigneur Aillet, évêque de Bayonne, sur le site www.catholiques-en-campagne.fr

On peut rappeler que la conférence épiscopale de France avait produit en octobre dernier une déclaration sur les élections qui rappelait les mêmes exigences chrétiennes, et qui concluait sur quelques notes d'espoir et de réalisme : « Comme chrétiens, nous devons être confiants : les crises qui traversent les sociétés humaines peuvent être des occasions de renouveau et des expériences qui réorientent l'avenir[...] Cependant, nous ne pouvons pas attendre du pouvoir politique plus qu'il ne peut donner. Élire un président de la République et choisir des représentants ne suffira pas à relever les défis qui se présentent à nous aujourd'hui ». •

Chronique des 100 jours

Depuis le 27 janvier, la Nouvelle Lettre a proposé cette rubrique des 100 jours, pour être à l'écoute de ce que nous disaient les candidats, et juger à l'aune de la pensée libérale certains des projets qui pourraient guider leur action dans les 100 jours qui suivront leur élection. Certes, nous n'avons pas encore tout entendu, des surprises peuvent survenir entre les deux tours. Mais, à la veille du premier tour, il était peut-être souhaitable de faire une synthèse et de rappeler les bonnes notes ♥ et les mauvaises ♠ qui leur ont été attribuées de façon tout à fait arbitraire.

♥ Bonne direction, mais il s'agit d'une mesurette
♥♥ Bonne mesure, si elle est accompagnée de réformes plus profonde
♥♥♥ Une réforme appréciable
♥♥♥♥ Exactlyement ce qu'il faut faire

♠ Une erreur
♠♠ Une mesure qui aggrave la situation
♠♠♠ Ce qu'il ne faut surtout pas faire
♠♠♠♠ Inadmissible aux yeux d'un libéral

Finance : l'ennemi commun

C'est le domaine où les scores de François Hollande et Nicolas Sarkozy sont les plus proches. Tous deux sont en faveur d'un renforcement du contrôle du secteur bancaire, avec notamment l'interdiction de la transformation (financement des investissements à partir des dépôts d'épargne liquide). ♠♠♠♠

Hollande envisage une banque publique d'investissement (Gosbank en URSS) et Sarkozy une banque des jeunes, ainsi que le financement de pôles d'excellence. ♠♠

Tous les candidats sont en faveur d'une taxe sur les transactions financières (Tobin). ♠♠♠♠

Fiscalité : surenchère de la progressivité

Nicolas Sarkozy a la main relativement douce. Il n'envisage qu'une taxe sur les grandes sociétés opérant à l'étranger et sur les exilés fiscaux, et un modeste relèvement du taux marginal sur les tranches de

revenus les plus élevés. ♠♠♠

En revanche, il veut alléger les droits de mutation et supprimer le privilège du Trésor. ♥♥♥♥

Sa position n'est pas nette sur la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu. François Hollande ne s'est pas non plus clairement engagé sur ce point. Mais il a fait la proposition d'un taux marginal d'impôt sur le revenu à 75 % pour les revenus supérieurs à 1 million d'euros. Ce qui lui permet de distancer François Bayrou (50 %) et Eva Joly (70 %, mais à partir d'un seuil de 500.000 euros annuels). ♠♠♠♠

Mélançon fait plus fort avec 100 %. ♠♠♠♠

L'ISF est pleinement restauré par François Hollande, Jean Luc Mélançon et Eva Joly. ♠♠♠♠

Emploi et chômage : démagogie de gauche

Nicolas Sarkozy s'est tardivement rallié au chômage partiel, et envisage une sérieuse révision des indemnités de chômage. ♥♥

Il pense cependant améliorer la compétitivité des entreprises avec la TVA sociale ou « anti-délocalisation » ♠♠♠, et transformer la prime pour l'emploi en 13ème mois pour ceux qui gagnent entre 1 et 1,2 SMIC. ♠♠♠

Les hautes rémunérations seront contrôlées, et ce contrôle sera plus strict chez François Hollande où un comité des rémunérations avec présence d'élus salariés sera créé. ♠♠♠

Quant à Jean Luc Mélançon, il fixe le SMIC à 1.700 euros.

Pour le chômage des seniors et des jeunes, Nicolas Sarkozy envisage des exemptions de charges sociales. ♥

La révision du Code du Travail suggère à François Bayrou l'institution d'un contrat de travail unique. ♥

Le logement social a de l'avenir...

Sur ce point Nicolas Sarkozy fait bande à part, il propose de mettre fin à la pénurie foncière en accordant 30 % de superficie constructible en plus. ♥♥

Récupérer des terrains à bâtir est également un souci pour François Hollande, mais lui veut y construire des logements sociaux. La loi SRU (Solidarité et Renouveau Urbains) sera appliquée avec toute la rigueur possible : les sanctions pour les communes ne respectant pas le quota de logements sociaux seront multipliées par cinq, et pour Jean Luc Mélanchon le quota pourrait passer de 20 à 40 %. ♠♠♠

Pour François Hollande 50.000 logements pour étudiants seront construits. Les loyers seront bloqués en cas de première location ou de relocation. ♠♠♠♠

L'école du petit père Combe

Il ne faut pas démanteler l'école de la République. Pour la protéger François Hollande a besoin de l'embauche de 60.000 enseignants. ♠♠♠

Il veut surtout s'assurer que le service public sera bien « laïque et unique », et revenir à une stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat, en redonnant vigueur à la loi Combe (1905) et en révisant les contrats entre enseignement catholique et autorités publiques. ♠♠♠♠

Par contraste, François Bayrou propose davantage d'autonomie pour les établissements ♥♥ et comme Nicolas Sarkozy, il prône le soutien scolaire après l'école ♥ et l'apprentissage en alternance ♥♥, mais il mise aussi sur le tutorat ♠.

Dette publique : facile de s'en sortir !

Tandis que Nicolas Sarkozy mise sur la règle d'or et le retour à l'équilibre avec un calendrier optimiste, sans vouloir réduire la sphère de l'Etat, et tout en continuant à endetter le Trésor ♠♠♠, les gens de gauche ont des solutions bien plus efficaces. François Hollande préconise de « mutualiser et monétiser les dettes souveraines » ; en clair de demander à la Banque Centrale Européenne d'aider les débiteurs structurels et de jouer le rôle de prêteur en dernier ressort ♠♠♠. Il ne reconnaît pas la promesse faite par la France de faire contrôler son budget, donc les déficits demeureront impunis, et l'inflation sera inéluctable en Europe – provoquant l'explosion de l'euro. ♠♠♠

L'inflation est en effet la meilleure solution, elle ne fait pas peur à Jean Luc Mélanchon : « L'inflation, c'est la vie ! ». ♠♠♠♠

Quant à Marine Le Pen, elle ne supporte pas la domination du peuple français souverain par les marchés internationaux : notre dette est réellement « souveraine ». ♠♠♠♠

La sécurité au cœur du débat

Bien installée dans le débat dès le début de la campagne, la sécurité a été le terrain le plus fréquent d'affrontement entre candidats après les drames de Montauban et Toulouse. Elle a

inspiré au Président candidat des mesures de qualité inégale. D'une part, la révision de l'âge de la majorité pénale ♥♥ et des modalités de la liberté conditionnelle ♥♥. D'autre part, une loi d'urgence prévoit un arsenal anti-terroriste, incluant une surveillance d'internet, allant très au-delà des méthodes pourtant éprouvées du renseignement et de la répression ♠♠.

François Hollande y est allé de son effort, en programmant l'embauche de 1.000 policiers et gendarmes par an pendant 5 ans. ♥

La révision des accords de Schengen est appelée de leurs vœux par Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen. ♠♠

Les questions sociétales

C'est peut-être le seul domaine où la vieille distinction gauche-droite garde encore quelque sens. A gauche, on se déclare pour le mariage homosexuel, et l'adoption des enfants par un couple homosexuel. Nicolas Sarkozy s'est nettement prononcé contre, et Marine Le Pen a demandé le non-remboursement de l'IVG. ♥♥♥

François Hollande demande aussi la révision de la loi bio-éthique de 2011 pour autoriser toutes formes de travaux sur les embryons, et pour établir une législation introduisant l'euthanasie. ♠♠♠♠

Cette analyse n'a pas la prétention d'obéir aux canons scientifiques. Les notations et opinions font une large place à la subjectivité des observateurs. Les thèmes abordés ne sont pas exhaustifs : le fonctionnement de la démocratie française, les problèmes de géopolitique, diplomatie et défense ou enfin les problèmes de l'environnement ont été laissés de côté. Nous avons simplement voulu vous proposer une vue d'ensemble des positions des divers candidats, et notamment de François Hollande et Nicolas Sarkozy appelés à prolonger leur amical duel jusqu'au 7 Mai.



Vaclav Klaus

Sauver les démocraties en Europe

La démocratie est doublement menacée en Europe : politiquement avec l'émergence d'une bureaucratie bruxelloise toute puissante et d'un parlement incontrôlé, économiquement avec l'endettement et le chômage qui contaminent progressivement tous les pays de l'Union.

Cette menace vient du vice fondamental de l'Union Européenne, bâtie sur « l'économie sociale de marché ». C'est en tournant la page de cet illusoire « tiers système » que l'on peut sauver la démocratie en Europe.

Telle est la thèse de l'ouvrage de Vaclav Klaus, Président actuel de la République Tchèque, qui a été comme ministre des finances puis premier ministre l'artisan de la résurrection de l'économie de son pays, dont le niveau de développement est aujourd'hui supérieur à celui de la moyenne des pays de l'Union Européenne.

Mais Vaclav Klaus est aussi économiste, membre de la très libérale Société du Mont Pèlerin dont il accueillera la réunion mondiale à Prague en septembre prochain. Son livre traduit donc cette double compétence, d'homme politique et d'économiste.

Dans son ouvrage, Vaclav Klaus démonte le mécanisme qui a permis à Jacques Delors et ses émules socialistes de mettre en place leur projet « européiste » : au début est le principe du libre échange (auquel adhèrent tous les pays signataires de l'Acte Unique ratifié en 1986) ; mais l'accompagne immédiatement l'Union Européenne Monétaire UEM avec la création de l'Euro l'UEM (Maastricht), qui fatalement conduit à l'UEF, l'Union Européenne Fiscale (Lisbonne), pour déboucher là où l'on voulait en venir, l'UEP, l'Union Européenne Politique.

Evidemment, plusieurs pays ont évité le piège en refusant d'adhérer à l'Union Monétaire : les Anglais certes, mais aussi nombre de pays d'Europe Centrale et de l'Est, dont la République Tchèque. Comme par hasard, ces pays ont été moins frappés par la crise.

La raison en est simple : l'« économie sociale de marché » donne priorité à la redistribution des richesses plutôt qu'à leur production, et conduit à préférer le loisir au travail, à prôner la consommation et le court terme au lieu de l'investissement et le long terme.

L'euro n'avait aucune consistance économique dès le début, parce que l'on ne crée pas une zone monétaire avec des pays aux différences aussi tranchées. Sa seule raison d'être était politique : obliger les Etats à abandonner leur souveraineté non pour construire un espace économique ouvert, mais pour mettre en place une autorité supra-nationale où pouvaient officier les politiciens de tous les pays.

Pour Klaus, deux scénarios sont possibles : l'effondrement complet et de l'euro et de l'Europe, ou l'abandon des politiques redistributives, et la mise en œuvre de profondes réformes en faveur de la libre entreprise et du libre échange : fluidité du marché du travail, réduction des dépenses publiques (avec les privatisations), liberté des taux de change et des taux d'intérêt. Bref : un programme qui devrait inspirer tous les gouvernants dans les mois à venir. En France, nous y sommes presque...

Sauver les démocraties en Europe, F-X de Guilbert, 2012.



De 13 heures à 14 heures le jour de Pâques Nicolas Lecaussin (ALEPS, IREF) a défendu ses thèses sur les riches (*A quoi servent les riches ?* Jean-Philippe Delsol et Nicolas Lecaussin, Lattès, avril 2012) face à Jacques Cotta, journaliste pur produit de la vulgate marxiste, auteur en 2008 d'un ouvrage *Riches et presque décomplexés* (Fayard) truffé de mensonges. Le combat était inégal : Nicolas a gagné par KO.



Encore Nicolas Lecaussin, cette fois-ci dans les Matinales de Nicolas Pierron, a débattu de son livre le lundi de Pâques 9 avril. Nicolas a été clair et convaincant, comme à l'habitude.



L'association, fondée jadis par Alain Madelin, et animée maintenant par Jacques Cohen, a reçu mercredi 4 avril au soir Jean-Philippe Delsol, toujours sur le thème « **A quoi servent les riches ?** ». La réunion s'est tenue dans les salles de l'Assemblée Nationale, et plus d'une centaine de personnes s'y sont retrouvées. La séance était présidée par Benoîte Taffin, porte parole de Contribuables associés (étaient à ses côtés Alain Mathieu et Alain Dumait). Jacqueline Balestier Jacques Garello, et Georges Lane représentaient l'ALEPS.

Jean-Philippe Delsol a évoqué les principales questions évoquées dans l'ouvrage écrit avec Nicolas Lecaussin : qu'est-ce qu'un riche ? Comment le devient-on ? Est-on riche de père en fils ? Combien d'impôts payent les riches ? Sur quoi débouche la traque aux riches ? Que fait-on de la propriété ? Les riches servent à éliminer la pauvreté.